

« Les CIO constituent une des bases fondamentales de l'organisation du service public de l'orientation » (Zbyslaw Adamus)

N° 1533

Zbyslaw Adamus, directeur du Centre d'information et d'orientation de Verdun et vice-président de l'Association nationale des directeurs de CIO (AND-CIO) a répondu aux questions de Centre Inffo sur les réactions des CIO au décret et à l'arrêté relatifs au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » (voir article). Pour l'AND-CIO, il est évident, assure-t-il, que les CIO sont les éléments de base du service public d'orientation (SPO).

Centre Inffo - Que pensez-vous du cahier des charges tel que précisé par l'arrêté du 4 mai ? Certains points posent-ils problème aux CIO ?

Zbyslaw Adamus - Pour ce qui est des critères de qualité des activités d'orientation proposées et des critères généraux de qualité des services rendus, les CIO répondent globalement aux caractéristiques des paragraphes 1 à 23. Pour ce qui est de l'organisation, il s'agira d'institutionnaliser et de développer des partenariats qui existent déjà, à des degrés divers selon les endroits. Mais globalement, il n'y a rien de rédhibitoire : des travaux d'accessibilité aux personnes handicapées seront parfois nécessaires et il faudra procéder à quelques ajustements, en matière de communication notamment. Nous n'avons par exemple pas de livret d'accueil précisant « les modalités d'accès et de délivrance du service », mais des affiches ; il suffira d'en décliner le contenu...

Centre Inffo - Vous êtes surtout connu sur le champ de la formation initiale, accueillez-vous d'autre type de public ?

Zbyslaw Adamus - Tout à fait, je peux vous donner l'exemple du CIO de Verdun qui accueille 7 % d'adultes, salariés ou demandeurs d'emploi en quête de perfectionnement ou de reconversion. Ces gens ne sont pas perdus et ne viennent pas chez nous par défaut. Et si, après le premier accueil, nous nous rendons compte que le service ou la poursuite du service serait mieux rendue chez un partenaire, nous le disons. À cet égard, l'idée qu'il faudrait remettre de l'ordre entre des services concurrents est une idée fausse. À titre d'exemple, le CIO de Verdun suit 7000 jeunes par an, la Mission locale 1500 et nous n'établissons annuellement que 35 fiches de liaison. En ce qui concerne la Lorraine, il y a par ailleurs déjà une organisation régionale, concrétisée par la charte régionale des structures de l'AIO signée en novembre 2009 (voir notre article), qui préfigure la labellisation.

Centre Inffo - Envisagez vous des partenariats avec d'autres acteurs de l'orientation ?

Zbyslaw Adamus - Ces partenariats existent déjà à des degrés divers (PAIO et Missions locales, réseaux publics de l'insertion des jeunes, etc.) et impliquent fortement les directeurs de CIO. Ainsi font-ils partie des services publics de l'emploi local dans la plupart des bassins d'emploi, de même qu'ils sont dans diverses académies les responsables des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs. On peut aussi citer les parcours de découverte des métiers et des formations en collège et en lycée, qui nécessitent des partenariats de plus en plus actifs avec les milieux socio-économiques.

Centre Inffo - De façon plus générale, quelle est la position de l'AND-CIO sur le label ?

Zbyslaw Adamus - Il y a trois aspects. En ce qui concerne la question de la labellisation des CIO, il est évident pour l'AND-CIO que nos centres sont les éléments de base du service public d'orientation (SPO) : la capacité à s'orienter tout au long de sa vie ne provient pas d'une génération spontanée à l'entrée dans la vie active mais se construit à partir de l'entrée au collège. D'aucuns ont même suggéré de parler d'orientation et de faire découvrir des métiers aux écoliers, cela ne me paraît absolument pas ridicule.

Pour ce qui est du label, le cahier des charges est assez précis mais n'est pas un référentiel dont les critères seraient les mêmes sur tout le territoire, les composantes des « pôles information et orientation... » varieront sans doute d'une région à l'autre.

Enfin, le cahier des charges introduit dans la partie III des critères d'organisation prévoyant un « responsable de la coordination », qui est probablement l'élément le moins clair de l'arrêté. D'une part, chacun des partenaires ne fait pas que du premier accueil, mais remplit les missions pour lesquelles il a été créé. D'autre part, le cadre d'action de ce responsable et ses relations aux différentes institutions représentées n'est pas précisé : on pourrait le concevoir dans une logique de partenariat et d'incitation à des actions communes, mais chaque institution doit garder son cadre de référence et son identité. Il n'y aurait d'ailleurs plus lieu d'établir des partenariats si nous étions tous pareils. Aucun de nous n'envisage d'avoir un ascendant sur ses partenaires, qui, rappelons-le, sont des pairs.



Centre Inffo - Comment percevez-vous la notion de « lieu unique » ?

Zbyslaw Adamus - Plutôt qu'un lieu unique « contenant », ce qui se profile est un réseau local où les collaborations seraient mieux affichées. Cela nous paraît plus réaliste : on accueille bien mieux les usagers chez nous, avec notre environnement personnel et professionnel que si l'on doit juste prendre notre ordinateur portable sous le bras pour aller assurer des permanences avec d'autres. L'idée d'un lieu unique où vous avez tout est séduisante, mais nécessite des crédits.

Centre Inffo - Comment allez-vous procéder pour la demande de labellisation : en tant que réseau ou CIO par CIO ?

Zbyslaw Adamus - Un CIO ne peut pas demander individuellement la labellisation, même s'il remplit les critères : d'abord, il n'a pas la personnalité juridique lui permettant de contracter, ensuite c'est à l'échelon régional que se font les propositions. Par ailleurs, des préfigurations de conventions régionales existent dans plusieurs régions avec des déclinaisons locales, c'est donc l'échelon rectoral qui devra se saisir du dossier et interviendra dans la plupart des cas, surtout si la délégation régionale de l'Onisep devient siège d'une des plateformes virtuelles. En tout état de cause, nous sommes prêts et l'AND-CIO souhaite que les CIO ne soient pas « oubliés » dans le processus et qu'ils constituent une des bases fondamentales de l'organisation du SPO. Nous demanderons à nos adhérents d'être vigilants sur la préparation de ces conventions et, là où les rectorats « tarderaient » à se saisir du dossier, de rappeler la nécessité que l'Éducation nationale organise à travers ses CIO sa participation au SPO et à la labellisation. Nous serons également vigilants quant au respect des critères : nous proposons des prestations de qualité, et nous ne souhaitons pas une distribution généreuse du label à des acteurs qui proposeraient des prestations plus légères.

Centre Inffo - Le cahier des charges ne dit rien des éventuels financements liés au label. Qu'en pensez-vous ?

Zbyslaw Adamus - C'est le moins que l'on puisse dire : aucun crédit n'est prévu. Ainsi, par exemple, du financement du responsable de la coordination évoqué précédemment et de ses moyens de fonctionnement, qui ne sont pas évoqués. Pour ce qui est de la « professionnalisation » des acteurs - dont il faut préciser qu'il s'agit en fait d'échanges de pratiques puisqu'a priori, tous sont déjà des professionnels -, chaque partenaire participe sur ses propres deniers, même si certaines régions ont pu créer des lignes de crédit à cet effet.

Pour faire plus ample connaissance avec les positions de l'AND-CIO et ses propositions sur l'ensemble de la problématique de l'orientation tout au long de la vie : www.andcio.org/

Voir aussi notre article *"Les conseillers d'orientation-psychologues montent au créneau pour défendre leur idée d'un service public d'orientation tout au long de la vie"*.

Le 19 mai 2011, par Nicolas Deguerry

Droits de reproduction et de diffusion réservés © Centre Inffo 2011

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.